



Déclaration liminaire

CTA du 24 janvier 2018

M le Recteur, Mesdames et messieurs les membres du CTA,

Nous l'avons déjà dit et nous devons hélas le redire aujourd'hui encore, le dialogue social pratiqué au sein de notre ministère depuis maintenant 6 mois ne nous convient pas. Certes, de nombreuses réunions sont organisées. Mais trop souvent, il s'agit d'informations ou de concertations de dernière minute, à la marge.

Pour le Sgen-CFDT, un dialogue social respectueux des organisations syndicales qui représentent les personnels doit se structurer autrement. Nous informer de décisions déjà prises n'est pas du dialogue social. Par ailleurs, sur beaucoup de sujets, il n'y a que des annonces médiatiques, des décisions unilatérales. Elles minorent bien souvent le travail déjà en cours à différents niveaux du système éducatif. La reconnaissance des personnels de l'Éducation nationale et de leur engagement n'est donc pas au rendez-vous.

Pour le 1er degré, le Sgen -CFDT déplore l'attitude du ministère qui, en refusant de prendre en compte les spécificités particulières de notre académie, ne nous dote pas de moyens suffisants.

Les services académiques et départementaux ayant pour consigne d'employer des moyens pour dédoubler les classes de CE1 des réseaux d'éducation prioritaire renforcée (REP+ voire REP) à la prochaine rentrée, c'est encore la mise en œuvre du dispositif « plus de maîtres que de classes » qui va être réduite. L'absence de moyens suffisants va accentuer et amplifier les difficultés de remplacement et donc la possibilité pour les professeurs des écoles d'accéder à la formation continue. Nous nous inquiétons aussi des répercussions sur les demandes de temps partiels pour la prochaine rentrée.

Des moyens supplémentaires sont nécessaires sur notre académie afin de palier à ces difficultés récurrentes depuis de nombreuses années. Nous vous demandons, Monsieur le Recteur, de renégocier la dotation de notre académie.

Dans le second degré, les suppressions de postes et la réduction importante des recrutements aux concours externes sont problématiques. Elles annoncent la dégradation des conditions de travail des personnels, et d'étude des élèves. Elles vont aussi réduire l'attractivité des études menant aux métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la psychologie à l'éducation nationale. Pour rappel, le CNECSCO avait pourtant montré dans son rapport sur l'attractivité les effets négatifs à long terme du yo-yo des postes offerts aux concours.

Le Sgen-CFDT regrette que les enseignants n'aient pas été associés et informés suffisamment en amont des modifications du DNB (diplôme national du brevet). A ce jour, le Sgen-CFDT est le seul syndicat qui se soit clairement positionné pour la disparition de ce diplôme incohérent avec le socle de connaissances et de compétences.

Le Sgen-CFDT réaffirme son attachement à une école inclusive. La suppression d'emplois aidés décidée brutalement à la rentrée scolaire a mis en difficulté tous les établissements qui en bénéficiaient, ainsi que les personnes concernées qui ont repris le chemin de Pôle Emploi. Les premières victimes de la disparition des contrats aidés sont les élèves en situation de handicap qui bénéficiaient d'AVS, notamment ceux qui étaient en CUI.

En effet, les emplois d'AESH s'organisent en réalité sur une modalité de temps partiels imposés de 60% en moyenne. Ce sont donc des emplois précaires et ils ne compensent pas la perte des contrats précédents.

Concernant le protocole des contractuels, le Sgen-CFDT regrette que les propositions faites par les différentes organisations syndicales lors du groupe de travail n'aient pas été intégrées. La formation de ces nouveaux personnels en amont de leur prise de fonction, ainsi que la possibilité de leur accorder du temps pour la préparation du concours, sont primordiales.

Nous souhaitons que cette nouvelle année puisse permettre de mettre en œuvre, enfin, un dialogue social transparent et respectueux de l'ensemble des acteurs du système éducatif.